

du ministre des Finances—vous constaterez que cet organe qui attaquait le parti conservateur et sa politique déclare aujourd'hui que les cultivateurs de ce pays ont été trahis par le gouvernement libéral. Je veux m'appuyer davantage sur ces faits et loger le blâme là où il le doit être. Si vous voulez consulter de nouveau la littérature électorale du parti libéral en 1896, vous constaterez qu'à cette époque il a été beaucoup plus question du tarif qu'en 1893, lors de leur grande convention. Vous y voyez, avec grand luxe de détails les fortunes fabuleuses amassées aux dépens du cultivateur par l'industriel, sous la protection. Pas seulement dans les discours du premier ministre, dans ceux de ses collègues, dans les travaux de la convention, mais dans cette littérature électorale, il était dit encore plus explicitement que si ces messieurs arrivaient au pouvoir, le tarif serait entièrement révisé, que tout vestige de protection disparaîtrait. Ai-je besoin de dire jusqu'à quel point nous avons été trahis ? J'ai ici le manuel du tarif, et en tournant les pages comme maintenant, je vois par chacune d'elle que les droits sont de 30 à 35 pour 100, le tout se tient à ce niveau. Voilà le tarif pour le revenu seulement des libéraux. De toute évidence ils n'ont pas tenu leurs promesses. Et au sujet des dépenses, les ont-ils tenues ? Ils les trouvaient excessives. Le député de Norfolk-nord, un membre distingué de la Commission qui a raté, disait, il y a huit ans que l'on pouvait administrer ce pays avec 5 millions de dépenses en moins. Un autre, notre ministre de la Justice d'aujourd'hui, n'allait pas aussi loin. A Toronto, en 1893, il déclarait qu'il lui serait peut-être impossible de réduire la dépense de 4 et 5 millions, mais qu'il supporterait la réduction de 3 millions. Ils sont arrivés au pouvoir et qu'est-il arrivé ? La première année, ils ont dépensé \$1,400,000 de plus que l'ancien gouvernement l'année précédente, et beaucoup plus que la moyenne de 1887 à 1896. Établissant comme base de comparaison la dépense du gouvernement précédent—\$36,949,000—nous constatons sous le gouvernement actuel une augmentation de \$1,400,000 pour leur première année, \$1,800,000 et plus pour la deuxième et beaucoup plus de \$1,900,000 cette année. De sorte que la première année, si l'on compte les \$3,000,000 de réduction promise mais pas faite et l'augmentation de \$1,400,000, nous les trouvons en face d'un écart de \$4,400,000 ; l'année suivante \$4,800,000 et cette année \$4,900,000.

Parlons maintenant de la dette. Il la trouvait trop élevée et promettait de la diminuer. Or, il est de fait que la première année ils l'ont haussée de 3 millions et demi, l'année suivante, de 4 millions, ce qui, pour deux ans, faisait une augmentation de 7 millions et demi. Cette année, ils vont si vite dans la voie de l'augmentation qu'on les a perdus de vue. Dans les comptes publics publiés par le ministre des Finances, nous lisons que les recettes au compte con-

solidé pour l'année étaient de \$40,555,238, et les dépenses de \$38,832,526, montrant un surplus de \$1,722,712. Or, n'est-il pas très étrange de voir le ministre des Finances annoncer un surplus de un million et trois quarts et avoir à Londres un agent qui essaie d'emprunter deux millions et demi ? Ce fait ne va-t-il pas de pair avec la candeur qui les distingue quand il s'agit du tarif ? Comment peuvent-ils expliquer cela ? Le peuple qui lit les états préparés par le ministre des Finances, n'est pas au courant des méthodes de comptabilité de ce ministre. Il tient ses comptes de cette façon-ci : Il a une colonne pour les recettes portables au compte consolidé ; là, il produit un surplus. Puis il a une autre colonne pour le compte du capital. En transportant un nombre suffisant de millions il peut se trouver très endetté, augmenter nos obligations, entasser intérêt sur intérêt, aller emprunter \$2,500,000 en Angleterre, et puis s'écrier : Nous avons un surplus de \$1,750,000. Ainsi nous lisons :

Dépense imputable sur le compte capital comme suit :—Chemin de fer de l'Intercolonial, chemin de fer de l'Île du Prince-Édouard, canal Lachine, canal de Trent, canal du Sault-Sainte-Marie, \$3,477,906 ; travaux publics, \$376,852 ; terres publiques \$127,504 ; milice, \$173,740, faisant un total de \$4,156,004.

Je n'ai pas besoin de faire l'addition moi-même, car à la page suivante des comptes publics, publiés avec l'imprimatur du ministre des Finances, je trouve aux pages 15a et 15b: Dépenses en 1898 imputables sur le fonds consolidé, \$38,832,525 ; dépenses imputables sur le compte du capital \$4,143,503. Plus se présente un item qui étonnera le pays après ce qui s'est passé, après les promesses que nous savons avoir été faites, après les résolutions adoptées, après l'engagement pris : sous la rubrique "chemins de fer" nous trouvons un montant de \$1,414,934. De sorte que ce gouvernement qui annonce un surplus de \$1,750,000 a des dépenses totales au montant de \$45,334,281 ; les recettes sont de \$40,556,510.

Puis, au titre qui indique la différence entre les recettes et les dépenses, c'est-à-dire le vrai déficit, se trouve le montant de \$4,777,771. Telle est la situation ; il en est de l'administration financière comme du tarif. Mais parlons du surplus. Qu'est-ce, sinon une preuve d'incompétence, si nous en jugeons d'après les meilleurs économistes politiques, les meilleurs ministres de finances, des hommes comme Gladstone, par exemple ? J'ai vu que le gouvernement se vantait d'un surplus de \$1,750,000 comme du plus bel élément de son auréole. Bien, j'ai ici ce que j'ai lu lors d'une de mes assemblées, devant des gens sur lesquels cette annonce d'un surplus avait créé une profonde impression. C'est quelque chose qui explique en quoi consistent ces sortes de surplus. C'est extraire de la bourse du peuple un argent qui devrait y rester, c'est un mode vicieux de financer, c'est, à la véri-